



Intervention lors de la réunion ministérielle de la Coalition pour le Sahel, tenue en visioconférence, le 12 juin 2020

**Mme. Arancha González Laya,
Ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération de l'Espagne**

Aujourd'hui, nous ne sommes pas ici pour discuter de la sécurité au Sahel. Aujourd'hui, nous sommes ici pour discuter de la sécurité de tous et chacun d'entre nous. Ce qui se passe au Sahel ne peut pas nous être étranger et les défis auxquels les pays sahéliens sont confrontés sont donc nos défis.

Parmi ces défis : l'absence de l'État. Sans État, sans administration, non seulement il n'y aura pas de sécurité, mais il n'y aura pas non plus de santé, pas d'éducation, pas de développement, pas de respect des droits de l'homme, et rien de ce dont les citoyens du Sahel ont besoin pour avoir une vie pleine. La question des droits de l'homme nous concerne tous, et nous préoccupe particulièrement après les événements récents.

Si la santé et l'éducation ne sont pas garanties par les États, ce sont d'autres qui vont essayer d'occuper cet espace. En fait, ils le font déjà. Les terroristes sont les seuls à bénéficier de cette absence de l'État dans le seul but de justifier leurs activités atroces auprès de la population.

P3S

Pour cette raison, nous célébrons la centralité du P3S dans la Coalition, pour assurer une présence plus ample et plus forte des institutions de l'État dans les zones les plus vulnérables et défavorisées qui sont fortement touchées par le fléau terroriste et le conflit interethnique.

Dans ce domaine, l'Espagne a toujours attaché une grande importance et pertinence au rôle des forces de police et de gendarmerie, qui sont généralement les plus proches de la population et les plus aptes à assurer la fourniture de services de base dans ces zones. Le programme GAR SI Sahel, financé par l'UE et lideré par notre garde civile, répond à cette idée.

Coalition Sahel

Nous saluons la Coalition Sahel, qui nous permettra une approche globale des défis du Sahel. Un mécanisme de suivi de nos engagements, qui nous permettra d'être plus efficaces et plus flexibles, au service des pays du Sahel.

Il reste encore des éléments importants à définir concernant sa structure et son fonctionnement (procédure de décision, partage des coûts ou mécanisme de rotation du Secrétariat et son siège). L'approche globale qui sous-tend l'initiative doit se refléter dans une structure souple et légère, garantissant son caractère inclusif et donc ouverte à la participation d'autres acteurs, et assurant au même temps l'appropriation des pays du Sahel. En outre, la création de la Coalition ne devrait pas empêcher les organisations régionales telles que la CEDEAO de jouer un rôle plus actif dans la région.

Il est également essentiel de maintenir un équilibre entre les quatre piliers sur lesquels repose la Coalition. Le CS n'est pas, ni doit être perçue, comme une coalition militaire.

Engagement de l'Espagne

L'Espagne est prête non seulement à maintenir notre engagement envers le Sahel mais à le renforcer, comme en témoigne l'expansion récente de notre réseau diplomatique au Sahel avec l'ouverture d'une antenne diplomatique au Tchad; notre participation aux missions PCSD de l'UE, dans lesquelles nous maintiendrons notre niveau d'engagement, en particulier dans l'EUTM Mali où nous sommes les principaux contributeurs de troupes; notre leadership au GAR-SI Sahel; ainsi que notre soutien logistique à l'opération Barkhane, à la MINUSMA et à la Force conjointe G5Sahel avec deux avions de notre détachement à Dakar.

Dans le domaine du développement, la participation de la coopération espagnole au portefeuille de l'Alliance Sahel s'élève actuellement à un total de 91 projets pour un montant de 124 millions d'euros, nos priorités étant la résilience, l'accès aux services sociaux de base, le renforcement des institutions, la promotion de l'égalité des sexes et la défense des droits des femmes.